

JOURNAL DE L'ÉCONOMIE – Le 05/12/2011 – 07:49:23

Invité : Olivier KLEIN, Directeur Général de BPCE

**STEPHANE SOUMIER**

Olivier KLEIN est avec nous. Bonjour Olivier KLEIN !

**OLIVIER KLEIN**

Bonjour.

**STEPHANE SOUMIER**

On va tout se dire... justement, on était évidemment avec vous en pleine discussion permanente, deux casquettes, je vais mobiliser vos deux casquettes, celle d'abord de celui qui est en charge de la banque commerciale en France du groupe BPCE – BANQUES POPULAIRES ET CAISSES D'ÉPARGNE notamment – et puis il y a aussi la casquette de l'économiste, professeur à HEC et on ira parler de ce qui se joue en ce moment sur la planète financière. D'abord le groupe BPCE, d'abord le financement de l'économie. Je vais être très clair, Olivier KLEIN, vous ne pouvez pas me dire qu'il ne se passe rien en ce moment. On a trop d'échos. On reçoit trop de bruit des entreprises nous disant : les banques sont en train de durcir les conditions du crédit, les banques sont en train de nous rejouer le coup de 2008. Qu'est-ce qui se passe exactement et quelles sont les consignes que vous donnez à l'ensemble des établissements aujourd'hui, qui financent l'économie, Olivier KLEIN ?

**OLIVIER KLEIN**

Tout d'abord sur l'économie dans son ensemble, avec l'ensemble des banques, les derniers chiffres à fin septembre montrent que le taux de croissance des crédits n'a pas faibli. En revanche, il a commencé à changer vraiment à partir de l'été un peu et ces derniers mois. Jusqu'à fin juin, fin septembre même, la croissance des crédits était de 6% par an, c'est-à-dire au-dessus de la croissance nominale de l'économie, aucun ralentissement. Depuis les derniers mois, il y a un ralentissement. En premier lieu ce que tout le monde pense, c'est que c'est la demande de crédit qui faiblit. Les banques sont toujours là pour faire du crédit immobilier, les CAISSES D'ÉPARGNE, les BANQUES POPULAIRES, toutes les banques, mais la demande de crédit faiblit et ce n'est pas anormal. Elle était extraordinairement élevée les deux années précédentes. Donc c'est normal. Sur les PME, en second lieu ...

**STEPHANE SOUMIER**

Là, on a un chiffre spectaculaire quand même Olivier KLEIN : quand on regarde les encours de crédit pour les PME – parce qu'il faut sortir les chiffres globaux – on est passé de + 6,6% au mois de septembre à + 1,4% au mois d'octobre en croissance des encours de crédit pour les PME.

**OLIVIER KLEIN**

Il y a une inflexion très grande effectivement comme je vous le dis, à la rentrée, après l'été. La réalité quand même, c'est que ce n'est pas les banques qui freinent. Ça paraît bizarre, je le sais bien, mais ce n'est pas les banques qui freinent. Plusieurs raisons : la première, c'est que les banques, c'est leur activité de faire du crédit ; elles font de l'épargne, elles font du crédit, si elles font moins de crédit, elles vont moins bien, elles ont besoin de faire du crédit pour leur produit net bancaire, pour leurs revenus. La deuxième raison, c'est qu'en plus, c'est leur fonction économique ; clairement les très grandes entreprises peuvent se passer des banques en allant se financer sur les marchés financiers ; les particuliers, les professionnels, les PME ne le peuvent

pas, elles n'ont pas la surface pour aller sur les marchés, donc elles vont auprès des banques. Il y a plusieurs choses qui entrent en jeu dans la baisse de la demande de crédit : un, l'extrême inquiétude de l'été. Aujourd'hui. Ça fait quoi ? Ça fait que les chefs d'entreprise très légitimement, qui ont commencé à voir la baisse de leurs carnets de commandes à partir de septembre et d'octobre, se disent : il vaut mieux se mettre à la cape, donc beaucoup retardent leurs projets d'investissement, donc le financement de l'investissement. Les particuliers, il y a un changement comme je le disais tout à l'heure sur la demande de crédit immobilier...

**STEPHANE SOUMIER**

Mais quand c'est les crédits de trésorerie par exemple Olivier KLEIN, qui eux pour le coup s'effondrent, les crédits de trésorerie ! On est passé de +16,5% en août à + 4,4% en octobre ! Ça, ce n'est pas les chefs d'entreprise qui se mettent à la cape !!

**OLIVIER KLEIN**

Gestion du BFR, dont gestion des stocks, beaucoup plus précautionneuses dans les entreprises. Quant aux banques, c'est possible, qu'en anticipant la récession dont tout le monde parle, elles commencent à durcir un peu les critères de crédit, mais pas en fonction du fait qu'elles ont décidé de moins faire de crédit comme cela, simplement parce qu'en anticipant la récession, elles pensent qu'il y a certaines entreprises plus fragiles. Mais le plus souvent, et de loin c'est la demande des entreprises qui baisse. On le voit sur le terrain !

**STEPHANE SOUMIER**

Mais Olivier KLEIN, vous êtes un expert, c'est vous qui envoyez l'ensemble des consignes pour BANQUE POPULAIRE, pour CAISSE D'EPARGNE...

**OLIVIER KLEIN**

BANQUE POPULAIRE et CAISSE D'EPARGNE, il n'y a aucune consigne de durcissement des crédits...

**STEPHANE SOUMIER**

Parce qu'ils nous parlent, les employés des banques – et je les en remercie d'ailleurs – et ce qu'ils nous disent fondamentalement, c'est que rien n'a changé dans les consignes, simplement avant on avait le droit d'outrepasser les consignes, maintenant on n'a plus le droit d'outrepasser les consignes, voilà.

**OLIVIER KLEIN**

Moi je ne sais pas pour les réseaux dont les décisions se prennent à Paris...

**STEPHANE SOUMIER**

Non, non, on parle de vos réseaux, on ne parle que de vos réseaux Olivier KLEIN bien sûr...

**OLIVIER KLEIN**

Pour les CAISSES D'EPARGNE et les BANQUES POPULAIRES, ce que je peux vous dire, c'est qu'il n'y a aucune consigne ; il y a simplement un jeu normal de prêteurs qui pensent que certaines entreprises peuvent être beaucoup plus fragiles, qu'il faut accompagner certaines entreprises avec plus de parcimonie et pour beaucoup d'autres au contraire qu'il faut les accompagner largement pendant les difficultés parce qu'elles rebondiront derrière. Ce qu'il y a de certain, c'est que même en cas de récession, il y aura de très nombreuses entreprises qui vont survivre, il faut absolument être à leurs côtés ; d'autres qui auront plus de difficultés, il faut les accompagner jusqu'au moment où c'est anormal de les accompagner. C'est aussi le rôle des banques de savoir ne pas accompagner des entreprises qui ne survivraient pas,

sinon les marchés de produits et de services dysfonctionneraient totalement, avec des entreprises saines qui seraient entraînées vers le bas, parce que des entreprises structurellement déficitaires survivraient artificiellement, car elles trouveraient toujours le crédit pour financer leurs pertes permanentes.

**STEPHANE SOUMIER**

Bien sûr mais est-ce que vous vous sentez avec une responsabilité qui dépasse finalement le simple exercice de votre profession de banquier ? Avec une responsabilité quasi-nationale de soutenir dans cette période particulière l'économie et les entreprises ?

**OLIVIER KLEIN**

Oui comme en 2008-2009. Honnêtement, j'étais moi-même sur le terrain et dans ma région, je ne voyais absolument aucune entreprise qui disait qu'elle n'était pas soutenue...

**STEPHANE SOUMIER**

Région Rhône-Alpes c'était à l'époque...

**OLIVIER KLEIN**

En Rhône-Alpes. Ce qui était très bien en 2008-2009 et qui va reprendre de la vigueur maintenant, c'est ce rôle de médiateur qui existe au niveau national, développé au niveau régional, qui permet aux différentes banques de s'entendre avec l'entreprise et de se coordonner. Parce qu'il y a un risque, le manque de coordination des banques entre elles quand elles gèrent leur relation avec une entreprise. Une entreprise aime bien les mettre en concurrence quand tout va bien, mais quand ça va plus mal, les banques ont peur que d'autres banques s'en aillent. Donc forcer la coordination est une bonne chose et le rôle du médiateur dans ce cas-là est une très bonne chose...

**STEPHANE SOUMIER**

D'accord. Et l'idée de centraliser aussi l'ensemble des dispositifs d'aides – René RICOL était venu nous l'expliquer d'ailleurs...

**OLIVIER KLEIN**

Tout ça est très positif. J'ai entendu René RICOL chez vous. C'est très positif parce que cela permet aux chefs d'entreprise de mieux savoir comment agir en cas de problèmes chez lui.

**STEPHANE SOUMIER**

Globalement, ce que se disent les chefs d'entreprise, ce qu'on se dit tous Olivier KLEIN, c'est que votre priorité là, ça va être vous-même... C'est que les banques aujourd'hui sont à nouveau dans une telle situation de fragilité qu'elles vont avoir comme seule obsession que de survivre.

**OLIVIER KLEIN**

Ça c'est le deuxième volet que je n'ai pas encore abordé. Il y a comme on sait bien, des marchés financiers volatils. Tant que la zone euro est incertaine, il y a des marchés financiers qui financent moins les banques européennes, il n'y a aucun doute là-dessus. Et on a la nouvelle réglementation. La nouvelle réglementation, c'est plus de solvabilité. On en est tous d'accord. Je suis absolument persuadé de la nécessité de la réglementation, donc je ne lutte en aucun cas contre cela et même la rendre plus dure, cette réglementation, est légitime. Donc plus de solvabilité est légitime. Pas trop vite, pas trop intensément. Parce que sinon on demande aux banques d'augmenter leur ratio de capitaux propres sur crédits et si elles ont un peu mal à augmenter leurs capitaux propres parce que les marchés ne sont pas prêts à venir souscrire à des augmentations de capital des banques ou parce que les résultats nets qu'on va capitaliser seraient insuffisants pour le faire, il va falloir serrer les crédits. Regardez, toutes les banques ont lancé aujourd'hui non pas des programmes de resserrement de crédits en France mais des programmes de

cessions d'activités. Ça, c'est pour essayer de se profiler comme il faut pour les échéances de juin prochain notamment mais aussi de fin 2013 pour les ratios de solvabilité. Et puis il y a les ratios de liquidité nouveaux. Ces ratios de liquidités LCR et autres, dont on parle de temps en temps chez vous notamment, sont des ratios qui pourraient contraindre le crédit ; ils ne sont pas encore mis en place et je sais que l'Europe a une réflexion sur leur potentiel aménagement pour éviter leurs dangers éventuels et éviter qu'ils ne ralentissent davantage encore le cycle économique. Ce n'est pas encore fait. Mais nous n'avons pas encore réduit en France, dans les banques commerciales, le crédit à cause de la réglementation.

**STEPHANE SOUMIER**

Mais si jamais ces ratios de liquidité devaient s'imposer, on courrait un grand risque Olivier KLEIN ?

**OLIVIER KLEIN**

Il y aurait un risque. Il y aurait un risque avec la mise en place des ratios de liquidités sans aménagement mais encore une fois c'est pour plus tard. Et il y a un risque en cas d'augmentation trop rapide et trop forte des ratios de solvabilité. C'est normal de les augmenter, il faut un peu de temps pour le faire.

**STEPHANE SOUMIER**

Mais est-ce qu'on ne pourrait pas très simplement appuyer sur le bouton pause sur l'ensemble de ces nouvelles réglementations que vous venez de décrire de manière très claire, Olivier KLEIN ?

**OLIVIER KLEIN**

C'est au régulateur de le dire et de le penser et pas seulement d'un point de vue de solvabilité mais d'un point de vue aussi de conjoncture économique. Je pense que c'est une réflexion qu'il faut avoir, au moins gérer les évolutions progressivement dans le temps. Je pense qu'il faut faire attention à l'impact macro-économique de la régulation, ça fait partie aussi de ce qu'elle doit faire. Je pense que les gens y réfléchissent.

**STEPHANE SOUMIER**

Il y a eu un geste spectaculaire de l'ensemble des banques centrales de la planète même parce que même la banque centrale chinoise finalement n'est pas restée inactive de son côté, l'ensemble des banques centrales pour essayer de soulager le système et à ce moment-là, c'est toujours le problème, quand on voit des mesures d'urgence, on se dit : « ah ! c'est qu'il y avait besoin d'urgence ! » ; est-ce que ça veut dire que les banques à nouveau étaient dans une situation de fragilité comparable par exemple à ce qu'elles ont pu traverser à l'automne 2008, Olivier KLEIN ?

**OLIVIER KLEIN**

Tout repose sur la zone euro. Les banques européennes, vis-à-vis des marchés financiers et notamment des prêteurs américains et asiatiques etc sont considérés comme fragiles non pas tant par elles-mêmes – les banques françaises par exemple ne sont pas fragiles et même tout à fait solides – mais elles sont fragilisées par le fait que la zone euro est dans ce moment d'incertitude profond. Quand on nous interroge à l'étranger, on nous dit : où va la zone euro ? Est-ce qu'elle va subsister ? Quelles sont les réponses ? Et au fond, on demande aux banques de se prémunir contre un risque d'Etat. La réalité, c'est qu'il faut régler le problème de certains Etats et les banques françaises iront très bien. Donc, si on règle le problème des Etats, on aura réglé le problème des banques.

**STEPHANE SOUMIER**

Mais tant qu'il y a cette défiance, il y a de la tension sur les liquidités.

**OLIVIER KLEIN**

Oui. Aujourd'hui, les banques centrales interviennent et c'est normal parce qu'elles prêtent en lieu et place des marchés.

**STEPHANE SOUMIER**

Olivier KLEIN, est-ce que je peux vous demander de manière très exceptionnelle de rester avec nous encore pendant cinq-six minutes, c'est possible ? Parce que j'ai une question supplémentaire à vous poser sur vos propres salariés et sur les salariés des banques. Mais on va faire ça dans « Le journal de l'économie » dans un instant.

(...)

**STEPHANE SOUMIER**

Et on retrouve Olivier KLEIN, le directeur général de BPCE en charge de l'ensemble des activités françaises pour BANQUE POPULAIRE et CAISSE D'EPARGNE. Juste un mot, Olivier KLEIN, pour démarrer ce Journal de l'économie parce que je sais qu'il y a énormément de salariés du secteur bancaire qui nous écoutent. Ils ont de plus en plus de mal à faire face à l'ensemble de ce que leur demandent les banques, chiffres mis en évidence par une enquête du Syndicat national de la banque et du crédit. Trois quarts d'entre eux pensent qu'ils n'ont pas les moyens de réaliser leurs objectifs, 70% d'entre eux disent qu'ils n'ont pas l'intention de rester dans ce secteur jusqu'à la retraite et un sur cinq se dit victime de harcèlement. Qu'est-ce que vous pouvez leur dire, Olivier KLEIN ?

**OLIVIER KLEIN**

La première des choses c'est qu'on vit quand même une conjoncture particulièrement pénible pour l'ensemble des banques, votre sondage est sur l'ensemble des banques en France.

**STEPHANE SOUMIER**

Oui, absolument.

**OLIVIER KLEIN**

...depuis 2007, 2008. On a dit d'abord que toutes les banques étaient responsables de la crise, alors que la crise venait de beaucoup plus loin et que les banques de détail, les banques commerciales, notamment en France, n'avaient absolument pas fait défaut, elles ont toujours été là en termes de crédit et n'ont jamais fait de « subprime ». Ensuite, on entend que les banques récemment ont spéculé sur les Etats, ce qui est un non-sens total parce que nos banques françaises, allemandes et autres, n'ont jamais spéculé contre les Etats, elles ont simplement fait des placements de bon père de famille sur des Etats qui étaient considérés comme des investissements sans risque du tout. Certains Etats ont changé de nature de risque. Je pense que les gens commencent à changer d'ailleurs dans l'opinion publique, ils commencent à comprendre que les banques ne sont pas les grandes fautives. Les salariés entendent aussi que les liquidités sont difficiles, ce dont on parlait il y a un instant...

**STEPHANE SOUMIER**

Absolument.

**OLIVIER KLEIN**

...Qu'il faut changer un peu la façon de faire le métier parce qu'aujourd'hui on fait plus d'épargne bilantielle par exemple. Il y a encore quelques années on demandait de faire un peu plus d'épargne assurance-vie. Les clients eux-mêmes demandent des choses qui évoluent et ils montent beaucoup leur niveau d'exigence.

**STEPHANE SOUMIER**

Ils sont en première ligne, ils sont en première ligne...

**OLIVIER KLEIN**

Ils sont en première ligne dans nos réseaux !

**STEPHANE SOUMIER**

J'ai même envie de dire ils sont en première ligne du changement du monde en fait, j'ai l'impression, ils sont le creuset de toutes les transformations qu'on est tous obligés d'encaisser !

**OLIVIER KLEIN**

C'est vrai, c'est exactement cela, et ils ont parfois des gens qui viennent les voir dans les agences avec une agressivité certaine, aussi parce que la vie n'est pas toujours simple. Donc imaginez un petit peu qu'ils sont tous ensemble en première ligne.

**STEPHANE SOUMIER**

Bon, vous avez le sentiment d'un désarroi profond quand même, Olivier KLEIN ?

**OLIVIER KLEIN**

Non ! Si vous voulez, c'était plus simple, pas plus facile, pas moins de travail, mais plus simple de faire de la banque il y a encore trois, quatre ans, c'est évident. Aujourd'hui, il faut se justifier un peu d'être « banquier » alors qu'on fait un métier on ne peut plus utile, qu'heureusement il y a des banques pour tous les particuliers, pour tous les professionnels, pour toutes les PME. Heureusement qu'il y a des banques, sinon il n'y aurait pas d'économie. On fait un métier particulièrement utile, on transforme l'épargne en crédit, ça irrigue et permet le développement de nos régions. On est implantés dans toutes nos régions, on vit, on est en symbiose avec nos territoires. Tout cela est indispensable, mais, en ce moment, il faut le justifier tous les jours. La deuxième chose c'est que le modèle de revenu bancaire change un peu. Il y a la Commission européenne, la Direction de la concurrence, de nouvelles réglementations qui limitent un peu chacune les revenus des banques. Il faut essayer de compenser, de ne pas tomber dans l'attrition. Bien sûr cela veut dire qu'il faut être mobiles, agiles. La plupart de nos conseillers dans nos agences savent parfaitement bien le faire, sont mobiles et agiles. Et puis il y a en a qui ont vécu des changements depuis bien longtemps et des changements sur les changements, à la fin certains peuvent être lassés. Il faut savoir aussi les accompagner. Il faut savoir aussi les comprendre et faire en sorte qu'ils se sentent le mieux possible et qu'on les accompagne du mieux possible.

**STEPHANE SOUMIER**

Merci beaucoup Olivier KLEIN, merci d'avoir été avec nous ce matin, directeur général du groupe BPCE en charge de la banque commerciale en France.

**OLIVIER KLEIN**

Merci à vous. 08:08:02 FIN]